



Assemblée générale

Distr. générale
9 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 71 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains : questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales

Le rôle des ombudsmans et des institutions de médiation dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [77/224](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-dix-neuvième session, de l'application de la résolution, en particulier des obstacles rencontrés par les États, et des meilleures pratiques relatives au travail et au fonctionnement des institutions des ombudsmans et des médiateurs ainsi que des solutions proposées en vue de promouvoir leur rôle et leur travail dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit.

* [A/79/150](#).

** Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 12 de la résolution 77/224 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-dix-neuvième session, de l'application de la résolution, en particulier des obstacles rencontrés par les États Membres, et des meilleures pratiques relatives au travail et au fonctionnement des institutions des ombudsmans et des médiateurs ainsi que des solutions proposées en vue de promouvoir le rôle et le travail de ces institutions dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit.
2. Le 4 avril 2024, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a envoyé deux questionnaires aux parties concernées ; l'un s'adressait aux États Membres (voir annexe I) et l'autre, aux ombudsmans et institutions de médiation (voir annexe II), le délai de réponse étant fixé au 10 mai 2024. La méthode choisie visait à recueillir des informations concises et actualisées sur le sujet. Vingt-trois États Membres et 39 ombudsmans et institutions de médiation ont envoyé une réponse au questionnaire.
3. Le présent rapport se fonde sur l'analyse des informations contenues dans ces réponses.

II. Informations reçues des États Membres

4. Six États membres (voir annexe I) ont indiqué avoir inscrit l'ombudsman ou l'institution de médiation dans leur Constitution et leur législation nationales. Deux États Membres ont indiqué que leurs services d'ombudsman ou institution de médiation avaient été établis uniquement par la Constitution et un État Membre a déclaré que ses services d'ombudsman avaient été établis uniquement par voie législative. Un État Membre a indiqué que son institution de médiation avait été établie par décret.
5. Aucun État Membre n'a fait état de son intention de fusionner ses services d'ombudsman ou son institution de médiation non accrédités avec l'institution nationale des droits humains existante pour former une seule et même solide institution pleinement conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris)¹.
6. Sept États Membres ont déclaré que leur ombudsman ou institution de médiation était suffisamment financé pour fonctionner avec efficacité en toute indépendance. Seize États Membres n'ont pas fourni de renseignements sur le financement.
7. Onze États Membres ont fait savoir que la protection des ombudsmans et des institutions de médiation contre les pressions, les représailles, l'intimidation et les menaces était assurée par le cadre juridique. Un État Membre a déclaré avoir mis en place des voies de signalement ou de divulgation de toute tentative de menacer, de contraindre ou d'intimider des agents publics dans l'exercice de leur mandat, lesquelles s'appliquaient également à l'ombudsman ou à l'institution de médiation. Un autre État Membre a évoqué l'indépendance et l'autonomie de l'ombudsman comme étant à la base de la protection contre les pressions, les représailles et l'intimidation.

¹ Disponibles à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/principles-relating-status-national-institutions-paris>.

8. Huit États Membres ont fait savoir que leur ombudsman ou institution de médiation s'était vu attribuer le rôle de mécanisme national de prévention au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Sur ces huit États Membres, un État Membre a indiqué que son ombudsman ou institution de médiation exerçait ce mandat en collaboration avec l'institution nationale des droits humains et des organisations de la société civile. Aucun État Membre n'a indiqué que les Principes de Paris avaient été dûment pris en compte dans le choix d'un mécanisme national de prévention².

9. Deux États Membres ont indiqué avoir fait de leurs services d'ombudsman le mécanisme national de suivi au titre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées³. Un État Membre a indiqué que son ombudsman suivait l'évolution de la situation en matière d'égalité de traitement des personnes handicapées.

10. Aucune réponse n'a été obtenue à la question portant sur l'élaboration et l'organisation par les gouvernements d'activités d'information, aux fins de la sensibilisation du public, sur l'importance du rôle des ombudsmans et des institutions de médiation. Neuf États Membres ont néanmoins décrit les activités d'information menées par leur ombudsman ou institution de médiation, dont l'organisation d'activités de formation ou la tenue de séminaires à l'intention d'agents publics. Un État Membre a donné des renseignements sur les activités de sensibilisation à l'importance de la médiation.

11. En ce qui concerne les obstacles rencontrés dans l'application de la résolution 77/224 de l'Assemblée générale, deux États Membres ont déclaré n'avoir rencontré aucun obstacle. Un État Membre, sans toutefois mentionner d'obstacle, a signalé la nécessité de renforcer la mise en œuvre des recommandations de ses services d'ombudsman.

III. Informations reçues des ombudsmans et des institutions de médiation

12. Au total, 39 ombudsmans et institutions de médiation ont répondu au questionnaire (voir annexe II). Parmi ces institutions, 21 sont accréditées par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, dont 17 ont obtenu la note « A » (pleinement conforme aux Principes de Paris) et 4 la note « B » (partiellement conforme aux Principes de Paris).

13. Sur les 18 ombudsmans et institutions de médiation dépourvus d'accréditation, 6 ont déclaré avoir envisagé de demander leur accréditation. Douze institutions ont déclaré qu'elles n'avaient pas envisagé une telle demande, car il existait déjà dans leur pays des institutions nationales des droits de l'homme qui avaient été accréditées par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme.

14. Au total, 25 services d'ombudsman et institutions de médiation ont déclaré avoir été créés en application de dispositions à la fois constitutionnelles et législatives. Neuf institutions ont indiqué avoir été établies uniquement par la Constitution. Quatre ont

² Le paragraphe 4 de l'article 18 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants fait référence aux Principes de Paris puisqu'il demande aux États parties de tenir dûment compte de ces principes lorsqu'ils mettent en place les mécanismes nationaux de prévention.

³ Le paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées fait référence aux Principes de Paris puisqu'il demande aux États de tenir compte de ces principes lorsqu'ils créent leurs mécanismes nationaux de suivi.

indiqué avoir été établies uniquement par voie législative. Une institution a indiqué qu'elle avait été créée par décret présidentiel.

15. Dix-neuf ombudsmans et institutions de médiation ont déclaré recevoir des ressources financières suffisantes pour s'acquitter de leur mandat efficacement et en toute indépendance. Quinze institutions ont indiqué manquer de financements pour exercer pleinement leur mandat. Cinq institutions n'ont pas indiqué si elles bénéficiaient d'un financement adéquat.

16. Les 39 ombudsmans et institutions de médiation ont tous indiqué qu'ils publiaient des rapports annuels et que la publication de tels rapports était prescrite par leur loi habilitante.

17. Au total, 38 ombudsmans et institutions de médiation ont déclaré qu'ils collaboraient à la fois avec les organes étatiques compétents et des organisations de la société civile. Une institution de médiation a indiqué qu'elle collaborait principalement avec des organes étatiques et n'a pas précisé si elle coopérait avec la société civile.

18. Les 39 ombudsmans et institutions de médiation ont déclaré mettre au point et mener des activités d'information de proximité afin de mieux faire connaître l'importance de leur rôle à l'échelon national.

19. Vingt et un ombudsmans et institutions de médiation ont indiqué qu'ils avaient rencontré des obstacles dans l'application de la résolution [77/224](#) de l'Assemblée générale. Onze institutions ont fait observer qu'elles avaient besoin d'un financement supplémentaire pour mettre en œuvre efficacement leur mandat. Cinq institutions ont signalé des lacunes dans leur loi habilitante. Les lacunes citées comprenaient un mandat limité en termes de couverture géographique et l'absence d'immunité fonctionnelle ou le manque de pouvoir pour agir de leur propre initiative. Trois institutions ont fait état d'un manque de coopération de la part des autorités nationales et une institution a signalé des ingérences dans l'exercice de son mandat de la part des autorités nationales. Trois institutions ont fait état de difficultés au plan politique, sécuritaire et économique qui entravaient leur capacité à fonctionner. Parmi les difficultés au plan politique et sécuritaire signalées figurent des cas d'occupation en cours, de conflits armés et de mesures coercitives unilatérales. Dix-huit institutions ont déclaré n'avoir rencontré aucun obstacle lors de l'application de la résolution.

IV. Meilleures pratiques relatives au travail et au fonctionnement des services d'ombudsman et des institutions de médiation

20. Trois États Membres ont indiqué que leurs services d'ombudsman ou institution de médiation étaient membres de réseaux internationaux et régionaux d'ombudsmans, de médiateurs et d'autres institutions nationales des droits humains, tels que l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, ou qu'ils collaboraient avec eux, et qu'ils coopéraient avec l'Organisation des Nations Unies. Sur les 39 ombudsmans et institutions de médiation, 27 ont indiqué qu'elles étaient membres de réseaux internationaux et régionaux, notamment l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme et ses quatre réseaux régionaux, l'Institut international de l'Ombudsman, l'Association des ombudsmans et médiateurs des pays d'Afrique, l'Association des ombudsmans et médiateurs de la Francophonie et la Fédération ibéro-américaine des ombudsmans ou qu'elles collaboraient avec eux.

21. Un État Membre a mentionné la meilleure pratique consistant, pour ses services d'ombudsman, à collaborer avec les instituts de recherche pour mener des activités de recherche et d'enseignement dans le domaine des droits humains. Bien que cela ne soit pas directement lié à la résolution 77/224 de l'Assemblée générale, un autre État Membre a indiqué qu'il menait des activités visant à promouvoir la médiation, notamment par l'intermédiaire d'un projet visant à populariser les modes alternatifs de règlement des conflits en améliorant les compétences des médiateurs et en créant un registre national des médiateurs.

22. Un État Membre a indiqué que son institution de médiation avait élaboré une charte de service sur la protection des droits des usagers des services publics en matière numérique et avait créé un centre de formation à la médiation. D'autres meilleures pratiques ont été signalées, notamment la mise en place par les institutions de médiation de canaux de communication numériques et de bureaux régionaux, le but étant d'améliorer l'accessibilité de leurs services. Un autre État Membre a indiqué qu'il proposait de donner des instructions aux ministres et aux autres organismes publics afin d'améliorer la suite donnée aux recommandations de son institution de médiation. Encore un autre État Membre a souligné que l'indépendance de ses services d'ombudsman, qui est garantie par la loi et le pouvoir discrétionnaire de l'ombudsman dans l'exercice de ses fonctions, est considérée comme une bonne pratique.

23. Deux ombudsmans et institutions de médiation ont indiqué qu'ils avaient mis en place des observatoires des droits humains qui faisaient intervenir des organisations de la société civile en vue de surveiller la situation des droits humains dans leur pays et en rendre compte. Trois institutions ont fait état d'une collaboration avec des institutions homologues, l'objectif étant d'échanger les meilleures pratiques en matière de droits humains, de surveiller la déforestation en Amazonie et d'intégrer les droits des personnes handicapées dans les services publics.

24. Parmi les autres bonnes pratiques signalées par les ombudsmans et les institutions de médiation, on peut citer la désignation de points focaux dans l'administration publique visant à faciliter l'échange d'informations et à assurer un traitement efficace des plaintes. En ce qui concerne l'accessibilité des services, deux institutions de médiation ont indiqué qu'elles avaient créé des bureaux régionaux pour rapprocher les services de la population.

V. Conclusion

25. Sur les 39 ombudsmans et institutions de médiation qui ont répondu au questionnaire, 25 (64 %) ont déclaré avoir été créés à la fois par la voie constitutionnelle et par la voie législative. Neuf institutions (23 %) ont été fondées uniquement par voie constitutionnelle, quatre (10 %) uniquement par voie législative et une (3 %) par décret présidentiel. La création de services d'ombudsman et d'institutions de médiation s'appuie fortement sur l'association de cadres constitutionnels et législatifs, les institutions fondées sur une base juridique unique étant moins nombreuses. En ce qui concerne les ressources financières, 49 % des institutions ont déclaré recevoir un financement adéquat, tandis que 38 % ont exprimé leur inquiétude quant à des niveaux de financement faibles ou insuffisants. La proportion d'institutions déclarant un financement inadéquat souligne la nécessité pour les États d'apporter un soutien financier suffisant pour que ces institutions puissent fonctionner de manière efficace et indépendante.

26. Les 39 institutions (100 %) ont toutes indiqué qu'elles établissaient des rapports annuels comme l'exigeait leur loi habilitante. En outre, 38 institutions (97 %) ont dit coopérer à la fois avec des organes étatiques et des organisations de la société civile,

tandis qu'une seule institution (3 %) a déclaré coopérer uniquement avec des organes de l'État.

27. Il est essentiel de veiller à ce que les services des ombudsmans et des institutions de médiation soient accessibles à toutes et tous. Bien que la plupart des institutions aient indiqué qu'elles menaient des activités générales d'information, très peu d'États Membres ont mentionné qu'ils sensibilisaient le public au rôle essentiel joué par ces institutions. Il est indispensable que le public connaisse mieux et comprenne mieux les ombudsmans et les institutions de médiation pour que ces derniers soient aussi efficaces que possible dans la promotion du principe de responsabilité, de la bonne gouvernance et des droits humains.

28. En ce qui concerne les mandats spécialisés, huit États Membres (21 %) ont fait savoir que leurs services d'ombudsman s'étaient vu attribuer le rôle de mécanisme national de prévention en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cependant, aucun État Membre n'a indiqué que les Principes de Paris avaient été dûment pris en compte dans le choix d'un mécanisme national de prévention. De plus, deux États Membres (5 %) ont indiqué avoir fait de leur institution le mécanisme national de suivi au titre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

29. Environ 54 % des institutions (21 sur 39) ont fait état d'obstacles à l'application de la résolution 77/224 de l'Assemblée générale. Parmi les principaux problèmes soulignés figurent le besoin de financement supplémentaire (38 %), les limites de la loi habilitante (13 %), le manque de coopération ou l'ingérence des autorités nationales (8 %) et les difficultés au plan politique, sécuritaire et économique (8 %). Dans l'ensemble, si de nombreux services d'ombudsman et institutions de médiation indiquent qu'ils ont été créés au moyen de cadres constitutionnels ou juridiques, il est nécessaire de remédier aux problèmes critiques que certaines institutions rencontrent, qu'il s'agisse de financement insuffisant, de lacunes dans les lois habilitantes en termes de couverture géographique limitée, d'absence d'immunité fonctionnelle, d'incapacité à agir de leur propre initiative, ou de manque de coopération de la part des autorités nationales.

30. Les ombudsmans et institutions de médiation jouent un rôle crucial en tant que mécanismes d'application du principe de responsabilité qui défendent la bonne gouvernance, l'état de droit et les droits humains. Il est impératif que les États Membres veillent à ce que les principes fondamentaux de ces institutions soient conformes aux Principes de Paris et aux Principes sur la protection et la promotion de l'institution du médiateur (les Principes de Venise)⁴.

VI. Recommandations

A. Recommandations aux États Membres

31. Les ombudsmans et institutions de médiation sont essentiels à l'action menée pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment l'objectif 16, en favorisant l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives. En conséquence, les États Membres sont encouragés à établir des services d'ombudsman et des institutions de médiation indépendants, à renforcer ceux qui existent conformément aux Principes de Venise et aux Principes de Paris, et,

⁴ Disponible à l'adresse suivante : https://www.venice.coe.int/files/Publications/Venice_Principles_fra.pdf.

à cet égard, à solliciter l'assistance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

32. Les États Membres sont encouragés à garantir aux ombudsmans et aux institutions de médiation un financement suffisant pour leur permettre de s'acquitter efficacement de leur mandat en toute indépendance.

33. Les États Membres sont encouragés à assurer aux ombudsmans et institutions de médiation la protection voulue contre les pressions, les représailles, l'intimidation et les menaces.

34. Les États Membres devraient tenir dûment compte des normes internationales en matière de droits humains, notamment des Principes de Paris et des Principes de Venise, lorsqu'ils attribuent aux ombudsmans et institutions de médiation le rôle de mécanisme national de prévention conformément au paragraphe 4 de l'article 18 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou le rôle de mécanisme national de suivi au titre du paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

35. Les États Membres sont invités à mettre en commun et à échanger les meilleures pratiques de travail et de fonctionnement des services d'ombudsman et institutions de médiation, notamment dans le cadre d'une collaboration plus active avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément à la résolution 77/224 de l'Assemblée générale.

B. Recommandations aux ombudsmans et institutions de médiation

36. Les ombudsmans et institutions de médiation devraient développer ou renforcer la coopération avec les organes étatiques, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes.

37. Les ombudsmans et institutions de médiation devraient mener, en collaboration avec les acteurs concernés, des activités publiques et autres de sensibilisation à leurs rôle et fonctions afin que la population soit au fait de leur mission.

38. Les ombudsmans et institutions de médiation sont encouragés à continuer de collaborer avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, l'Institut international de l'Ombudsman et d'autres associations et réseaux régionaux en vue d'échanger des données d'expérience, enseignements et bonnes pratiques.

39. Les ombudsmans et institutions de médiation qui sont chargés de promouvoir et de protéger tous les droits humains sont encouragés à demander, en coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, l'accréditation par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme.

40. Les ombudsmans et institutions de médiation sont invités à mettre en commun et à échanger les meilleures pratiques se rapportant à leur travail et à leur fonctionnement, notamment dans le cadre d'une collaboration plus active avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément à la résolution 77/224 de l'Assemblée générale.

Annexe I

Questionnaire adressé aux États le 4 avril 2024

1. Si votre pays dispose de services d'ombudsman ou d'institution de médiation, les avez-vous dotés du cadre constitutionnel et législatif et des moyens, financiers et autres, dont ils ont besoin pour exercer leur mandat avec efficacité et en toute indépendance et renforcer la légitimité et la crédibilité de leurs activités, qui constituent des mécanismes de promotion et de protection des droits humains, de progrès de la bonne gouvernance et de respect de l'état de droit ?
2. Votre pays a-t-il ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et/ou la Convention relative aux droits des personnes handicapées ? Dans ce cas, a-t-il confié à des services d'ombudsman ou institutions de médiation non accrédités le rôle de mécanisme national de prévention au titre du Protocole facultatif, et/ou de mécanisme national de suivi au titre de la Convention ? Ce faisant, a-t-il pris en compte les Principes de Paris, conformément au paragraphe 4 de l'article 18 du Protocole facultatif et au paragraphe 2 de l'article 33 de la Convention ?
3. Mettez-vous au point et menez-vous, le cas échéant, des activités d'information au niveau national, en collaboration avec tous les acteurs concernés, afin de mieux faire connaître l'importance du rôle des ombudsmans et des institutions de médiation ?
4. Votre pays a-t-il pris les mesures voulues pour faire en sorte que les ombudsmans et institutions de médiation bénéficient d'une protection adéquate contre les pressions, les représailles, l'intimidation et les menaces, y compris de la part d'autres autorités, et que de tels actes fassent rapidement l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et que leurs auteurs aient à en répondre ?
5. Si votre pays dispose de services d'ombudsman ou d'une institution de médiation, sont-ils accrédités par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ?
6. Avez-vous envisagé de fusionner toute institution qui ne serait pas accréditée avec l'institution nationale des droits humains qui l'est afin de vous doter d'une unique et solide institution pleinement conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) ?
7. Si vous n'avez pas envisagé la fusion de ces institutions non accréditées avec l'institution nationale des droits humains accréditée, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles vous jugez nécessaire de les séparer.
8. Veuillez présenter les meilleures pratiques relatives au travail et au fonctionnement des services d'ombudsman et institutions de médiation, ainsi que les solutions proposées en vue de promouvoir le travail et le fonctionnement de ces institutions dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit, séparément ou en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, l'Institut international de l'Ombudsman et d'autres réseaux internationaux et régionaux d'ombudsmans.
9. Veuillez faire part de toute autre observation éventuelle.

Les Gouvernements albanais, algérien, australien, azerbaïdjanais, danois, espagnol, guatémaltèque, marocain, norvégien, polonais, sénégalais et togolais ont répondu à ce questionnaire. Les Gouvernements salvadorien, dominicain et vénézuélien ont

répondu au questionnaire qui était destiné aux ombudsmans et institutions de médiation. Le Gouvernement lituanien a envoyé une note verbale exprimant son adhésion au thème du rapport et a déclaré qu'il n'avait pas d'informations à fournir sur l'application de la résolution. Les Gouvernements argentin et libanais ont fourni des informations générales sur l'action menée pour protéger les droits humains au niveau national. Le Gouvernement qatarien a fourni des informations sur les bonnes pratiques dans la mise en œuvre du mandat des institutions nationales des droits humains. Le Gouvernement de la Fédération de Russie a communiqué des informations générales sur la Commissaire aux droits de l'homme mais n'a pas répondu au questionnaire destiné aux États Membres. Le Gouvernement italien a envoyé des informations générales concernant les mesures prises pour créer une institution nationale des droits humains.

Annexe II

Questionnaire adressé aux ombudsmans et institution de médiation le 10 mai 2024

1. Votre institution a-t-elle été dotée du cadre constitutionnel et législatif et des moyens, financiers et autres, dont elle a besoin pour exercer son mandat avec efficacité et en toute indépendance et renforcer la légitimité et la crédibilité de ses activités en matière de promotion de la bonne gouvernance et du respect de l'état de droit et de promotion et de protection des droits humains ?
2. Votre institution rend-elle publiquement compte de ses activités au moins une fois par an ?
3. Votre institution coopère-t-elle avec les organes étatiques compétents et renforce-t-elle ses liens avec les organisations de la société civile ?
4. Votre institution mène-t-elle des activités d'information au niveau national, en collaboration avec tous les acteurs concernés, afin de mieux faire connaître l'importance de son rôle, notamment dans la promotion de l'état de droit et de la bonne gouvernance et dans la promotion et la protection des droits humains ?
5. Selon vous, quels ont été les obstacles rencontrés par l'État dans l'application de la résolution 77/224 sur le rôle des institutions des ombudsmans et des médiateurs dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit, adoptée par l'Assemblée générale en décembre 2022 ?
6. Votre institution est-elle actuellement accréditée par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ?
7. Si elle n'est pas accréditée par l'Alliance mondiale, votre institution a-t-elle envisagé de demander son accréditation ?
8. Si vous n'avez pas envisagé de demander l'accréditation, veuillez en expliquer les raisons.
9. Veuillez faire part de vos données d'expérience, des enseignements retenus et des meilleures pratiques relatifs au travail et au fonctionnement de votre institution, ainsi que des solutions proposées en vue de promouvoir le travail et le fonctionnement de votre institution dans la promotion de la bonne gouvernance et de l'état de droit et dans la promotion et la protection des droits humains, séparément ou en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, l'Institut international de l'Ombudsman et d'autres réseaux internationaux et régionaux d'ombudsmans.
10. Veuillez faire part de toute autre observation éventuelle.

Les institutions suivantes ont répondu au questionnaire :

Institutions nationales des droits humains créditées de la note « A »

Avocat du peuple de l'Albanie

Défenseur des droits humains de l'Arménie

Commissaire à l'administration et à la protection des droits humains de Chypre

Defensoría del Pueblo de Colombia

Defensoría de los Habitantes de Costa Rica

Defensoría del Pueblo de Ecuador

Defensor del Pueblo de España
 Défenseur public de la Géorgie
 Procuraduría de los Derechos Humanos de Guatemala
 Defensoría del Pueblo de Paraguay
 Le Commissaire aux droits humains de la Pologne
 Ombudsman du Portugal
 Commission for Human Rights and Good Governance of the United Republic of Tanzania
 Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo de Uruguay
 Commission indépendante des droits humains de l'État de Palestine

Institutions créditées de la note « B »

Commissaire aux droits humains (Ombudsman) de l'Azerbaïdjan
 Commissaire aux droits fondamentaux de la Hongrie
 Defensoría del Pueblo de Panamá
 Defensoría del Pueblo de la República Bolivariana de Venezuela

Institutions non accréditées par l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme

Commonwealth Ombudsman of Australia
 Médiateur fédéral de Belgique
 Bureau du Défenseur public fédéral du Brésil
 Médiateur de la République de Côte d'Ivoire
 Ombudsman parlementaire danois
 Office of the Ombudsman of Solomon Islands
 Parliamentary Ombudsman of Malta
 Médiateur du Royaume du Maroc
 Office of the Ombudsman of Mauritius
 Ombudsman parlementaire pour le contrôle de l'administration publique de Norvège
 Office of the Ombudsman of New Zealand
 Institution de l'Avocat du peuple de la Roumanie
 Médiateur de la République du Sénégal
 Ombudsman parlementaire de la Suède
 Défenseur public des droits de la Tchéquie
 Médiateur de la République togolaise
 Institution de l'ombudsman de la Türkiye